

des Nations unies en avril, et a également participé à deux réunions du Comité préparatoire d'UNSSOD II.

L'ambassadeur au désarmement a participé à un grand nombre de consultations bilatérales et multilatérales en vue d'assurer le succès d'UNSSOD II. En juin, un important débat de politique étrangère a eu lieu à la Chambre des communes; dans leurs interventions, le premier ministre et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures ont mis l'accent sur l'importance du contrôle des armements et du désarmement et réaffirmé la stratégie de l'asphyxie qui avait été énoncée par le premier ministre à UNSSOD I, en 1978. Puisant dans son fonds du désarmement, le ministère des Affaires extérieures a versé des contributions au titre d'activités liées à UNSSOD II et financé la préparation et la production d'une brochure intitulée : Le Canada et UNSSOD II : une perspective canadienne, qui sera tirée à 15 000 exemplaires et distribuée à des groupes et à des personnes voulant étudier les questions susceptibles de se poser à la deuxième session extraordinaire. En outre, le groupe consultatif sur le désarmement et le contrôle des armements du ministère a tenu deux réunions au cours desquelles il s'est penché sur les questions qui seront soulevées à UNSSOD II. Par ailleurs, Le bulletin du désarmement, revue semestrielle des activités nationales et internationales en matière de désarmement et de contrôle des armements, a été adressé à quelque 2 000 personnes, et le nombre de ses lecteurs ne cesse d'augmenter. Enfin, en décembre, la Chambre des communes a autorisé son Comité permanent des Affaires extérieures et de la Défense nationale à se pencher sur les questions relatives à la sécurité et au désarmement en accordant une attention spéciale à la participation du Canada à UNSSOD II.

La session de 1981 du Comité du désarmement, organe multilatéral de négociation siégeant à Genève, n'a guère été fructueuse en ce qui concerne les points inscrits à l'ordre du jour. Par contre, le comité a accompli un travail utile dans certains domaines particuliers, notamment celui des armes chimiques. Comme en 1980, quatre groupes de travail ont été formés pour s'occuper respectivement des armes chimiques, des garanties de sécurité négatives, des armes radiologiques et du programme global de désarmement. Le Groupe spécial d'experts sur la vérification sismologique a, par ailleurs, poursuivi ses travaux quant à la vérification d'un futur traité sur l'interdiction complète des essais. Enfin, le Canada a déposé un document de travail conceptuel sur la vérification dans le domaine du contrôle des armements, le dernier d'une trilogie traitant de l'importante question de la vérification des accords de contrôle des armements et de désarmement.

La Commission du désarmement des Nations unies a tenu une réunion de trois semaines à la fin du printemps; quatre points étaient inscrits à son ordre du jour: le désarmement nucléaire, la réduction des budgets militaires, une étude sur les armes classiques et la capacité nucléaire de l'Afrique du Sud. Cependant, les participants n'ont réussi à s'entendre que sur un seul de ces points, à savoir le rapport final du débat sur le désarmement nucléaire. Pour ce qui est des trois autres, la commission s'est contentée d'en faire mention dans son rapport à la 36^e session de